DECRET N° 2004 – 232 DU 26 AVRIL 2004

Portant transmission à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification de la Convention Internationale sur la formation des gens de mer, de délivrance de brevets et de veille, telle que modifiée en 1995 de l'Organisation Maritime Internationale (OMI).

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT,
CHEF DU GOUVERNEMENT,**

- Vu** la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin;
- Vu** la proclamation le 03 avril 2001 par la Cour constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 mars 2001 ;
- Vu** le décret n° 2003-209 du 12 juin 2003 portant composition du Gouvernement ;
- Vu** le décret 2004-034 du 29 janvier 2004 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Travaux Publics et des Transports;
- Vu** le décret n° 2001-493 du 22 novembre 2001 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Affaires étrangères et de l'Intégration Africaine ;
- Vu** la Convention Internationale sur la formation des gens de mer, de délivrance de brevets et de veille, telle que modifié en 1995 par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) ;
- SUR** proposition conjointe du Ministre des Travaux Publics et des Transports et du Ministre des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine ;

..../...

Le Conseil des Ministres entendu en sa séance du 31 mars 2004 ;

DECRETE :

La Convention Internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, telle que modifiée en 1995 par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) sera présentée à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification par le Ministre des Travaux Publics et des Transports et le Ministre des Affaires Etrangères et de l'Intégration Africaine qui sont individuellement ou conjointement chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale
Mesdames et Messieurs les Honorables Députés,

Dans le cadre de la sauvegarde de la vie humaine et des biens en mer et de la protection du milieu marin, l'Organisation Maritime Internationale en relation avec l'Organisation Internationale de Travail a établi les normes internationales de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille.

1. Genèse de la Convention Internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille

En application de la résolution A.248 (VII) adoptée le 15 octobre 1971 par l'Assemblée de l'Organisation Intergouvernementale consultative de la navigation maritime devenue Organisation Maritime Internationale (OMI) depuis 1982, l'Organisation a convoqué une Conférence Internationale sur la formation des gens de mer et la délivrance des brevets qui s'est tenue à Londres du 14 juin au 07 juillet 1978. La Conférence a été convoquée en association avec l'Organisation Internationale de Travail.

.../...

A l'issue de ses délibérations, la conférence a adopté la « Convention Internationale de 1978 sur les normes de formation de gens de mer, de délivrance des brevets et de veille »

Au fil du temps, la révision complète de l'Annexe de la Convention STCW de 1978 s'est avérée nécessaire de manière à clarifier les normes de compétences requises, à introduire des prescriptions relatives aux qualifications des instructeurs et des évaluateurs, à prévoir des mécanismes efficaces pour faire appliquer les dispositions de la Convention et à rendre plus flexible l'attribution des fonctions à bord des navires et élargir ainsi les perspectives de carrière des gens de mer. Aucun amendement n'a été apporté aux articles de la Convention.

Les articles et l'Annexe de la Convention établissent le cadre juridique pour l'application des normes techniques obligatoires figurant dans la partie A du Code STCW.

La Convention et la partie A du Code constitue un traité obligatoire entre les Etats dont l'interprétation est régie par la Convention de Vienne sur le droit des traités.

La Convention révisée prévoit un mécanisme permettant au comité de sécurité maritime de l'OMI d'en contrôler le respect et d'aider toutes les Parties dans leurs efforts visant à relever les normes de compétence et de professionnalisme des gens de mer dont dépend la sauvegarde de la vie humaine, des biens et de l'environnement.

II- Contenu de la Convention Internationale de 1978 sur les normes de formation des Gens de Mer, de délivrance des brevets et de Veille, telle que modifiée en 1995

La présente Convention est constituée de 17 articles dont les plus importants sont les articles 1^{er}, 3, 4, 6, 7, 8, 10 et 12.

Après avoir défini certains termes techniques, la présente Convention définit son champ d'application qui se rapporte aux gens de mer exceptés ceux qui

travaillent à bord des navires de guerre ou auxiliaires ou tous les autres navires exploités à des fins non commerciales ; navires de pêche, YACHTS... (Article III).

Toute référence à la présente Convention constitue une référence à son Annexe qui constitue une partie intégrante de la Convention (article 1^{er}).

Tout Etat Partie à cette Convention a l'obligation de communiquer au Secrétaire Général de l'Organisation Maritime tous les textes réglementaires entrant dans le champ d'application de cette Convention. (Article IV).

Les brevets qui sont délivrés aux Capitaines, aux Officiers et aux matelots conformément à la présente Convention doivent être visés par l'Administration. (Article VI).

Des dispositions transitoires permettent à l'Administration de délivrer pendant une période n'excédant pas cinq (5) ans des brevets d'aptitude, conformément à la pratique établie, aux gens de mer qui ont commencé leur service avant l'entrée en vigueur de la Convention et une attestation pour une période de deux (2) ans aux gens de mer qui ne possèdent pas un brevet approprié.

L'Administration peut toutefois, dans les cas d'extrême nécessité, délivrer une dispense pendant une période n'excédant pas six (6) mois, à toute personne de travailler à bord d'un navire, à condition d'être convaincue que le titulaire de la dispense possède les qualifications requises pour le poste vacant. Cette dispense ne pourra être accordée au capitaine et au chef mécanicien que dans de très rares cas. (Article VII et VIII).

Les navires de commerce sont soumis dans les ports d'un Etat Partie à des contrôles effectués par des fonctionnaires dûment mandatés par cette partie afin de s'assurer que tous les gens de mer servant à bord sont tous titulaires du brevet approprié. (Article X).

La présente Convention est susceptible de modification par l'une ou l'autre des procédures ci-après :

- a) amendement après examen par l'Organisation
- b) amendement par une Conférence (Article XII)

III – Intérêt du Bénin à ratifier la Convention :

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale,
Mesdames et Messieurs les Honorables Députés,

La ratification par notre Pays de la Convention Internationale sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille, telle que modifiée en 1995 permettra de :

- mieux gérer les gens de mer et de contribuer à leur évolution professionnelle.
- d'assurer pleinement le développement du transport maritime.

A la lumière des éléments ci-dessus exposés, et afin de contribuer à l'évolution professionnelle des gens de mer de notre Pays, nous avons l'honneur, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs les Honorables Députés, de soumettre à l'appréciation de votre Auguste Assemblée, aux fins d'autorisation de ratification, la Convention Internationale sur les normes de formation de gens de mer, de délivrance des brevet et de veille, telle que modifiée en 1995.

Fait à Cotonou, le 26 avril 2004

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Mathieu KEREKOU

Le Ministre des Travaux Publics
et des Transports,

Le Ministre des Affaires Etrangères
et de l'Intégration Africaine,

Ahamed AKOBI

Rogatien BIAOU

Ampliations : PR 6 AN 85 CC 2 CS 2 CES 2 HAAC 2 MAEIA 2 MTPT 2 JO 1.-

REPUBLIQUE DU BENIN

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI N°

portant autorisation de ratification de
la Convention Internationale
sur la formation des gens de mer, de
délivrance des brevets et de veille, telle
que modifiée en 1995.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du

La Loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Est autorisée la ratification par le Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement de la Convention Internationale sur la formation des gens de mer, de délivrance des brevet et de veille, telle que modifiée en 1995.

Article 2 : La présente Loi sera exécutée comme Loi de l'Etat.-

Fait à Porto-Novo, le

le Président de l'Assemblée Nationale

Kolawolé A. IDJI